



Sections DISI Paris-Normandie

## PETITION DIALOGUE SOCIAL

### La DGFIP veut vous bâillonner !

Avec une participation très élevée de 82,3 % aux dernières élections professionnelles de 2014, les agents de la DISI Paris-Normandie ont montré leur attachement à la démocratie sociale et à la vie syndicale. C'est tout aussi vrai au niveau national avec 86% de participation.

C'est pour nous une fierté, mais aussi une responsabilité dont nous sommes pleinement conscients.

Cette responsabilité nous amène principalement à intervenir à travers 3 grands axes :

- Etre en permanence à vos côtés afin de connaître au plus près vos besoins, vos problèmes et vos revendications,
- Préparer les différentes instances,
- Vous rendre compte de leur déroulé de façon exhaustive.

La direction générale veut de façon totalement unilatérale et brutale interdire à vos élus, tant au plan national que local, d'assumer leurs responsabilités définies ci-dessus.

Elle veut diviser par 2 les autorisations d'absence consacrées aux Comités Techniques (CTL) et aux Commissions Administratives Paritaires (CAPL). Elle impose aux directions locales d'appliquer à la lettre ses directives, sans aménagement possible. Pour la DG nous devons choisir entre la préparation ou le compte rendu, mais pas les deux !!

De plus, les frais de déplacement des suppléants assistant aux instances ne seront plus pris en charge. Dans ces conditions, comment pourront-ils acquérir de l'expérience avant de devenir eux-mêmes titulaires lorsque l'on connaît les coûts des déplacements au sein d'une DISI ?

Avec cette attaque frontale contre le dialogue social, dès demain, vos représentants seront dans d'énormes difficultés, voire dans l'impossibilité à défendre vos droits à mutation, à avancement, à recours contre l'évaluation (CAPL), et plus généralement vos conditions de vie au travail et les missions (CTL).

Si demain, les organisations syndicales sont réduites au silence, c'est vous qui serez réduits au silence ! Car à travers vos représentants c'est bien vous, vos règles de gestion, vos droits et garanties que visent la direction générale !

Les sections syndicales des finances publiques de la DISI Paris-Normandie, Solidaires, CGT et FO, attachées au respect de la démocratie, aux droits des élus du personnel, tout comme à la défense individuelle et collective des agents, condamnent sans appel le diktat de la DGFIP et exigent le retrait de ces régressions inacceptables.

VOTRE DROIT A ETRE DEFENDU N'EST PAS NEGOCIABLE

**Ne les laissons pas faire !**

**Ne les laissez pas vous retirer vos moyens de défense !**

**Demain il sera trop tard!**

